

CERCLE TURGOT

Compte-rendu du déjeuner-débat du 27 janvier 2014

**Avec Pierre GATTAZ
Président du MEDEF**

**Sur le thème
« Les entreprises au cœur de la croissance et de l'emploi
pour faire gagner la France »**

Le Président Jean-Louis CHAMBON accueille chaleureusement Pierre GATTAZ, Président du MEDEF, sous les applaudissements de la salle.

Cette rencontre se déroule sous le haut patronage de Michel COMBES, Président du Groupe Viel et de Jean-Gilles SINTES qui s'est beaucoup démené pour la tenue de ce déjeuner-débat.

Le discours du Président de la République est aujourd'hui aux antipodes de celui du Bourget. Alors est-ce un virage ou une accélération comme cela est dit aujourd'hui ?

Chaque jour nouveau apportant son lot d'incertitudes, le pacte nouveau annoncé est-il ou non un piège ?

Le Président Pierre GATTAZ précise être ravi d'être présent ici et reconnaît quelques personnalités connues.

Le constat :

Une France avec des indicateurs économiques épouvantables.

Le pays risque d'être encastré sans possibilité de redressement, avec un P.I.B. atone et une marge économique épouvantablement faible par rapport aux autres pays.

L'idée de cadeaux aux entreprises me fait mal aux oreilles car les entreprises c'est aussi des salariés.

C'est avec le travail que nous allons résoudre le problème et pas en donnant 200 € ou plus aux français que les choses évolueront.

Nous avons en France beaucoup de créativité et une administration qui bien qu'obèse fonctionne convenablement.

Chez RADIAL l'entreprise que je dirige, en dépit des trois crises auxquelles j'ai été confronté, j'ai tout de même créé de l'emploi. L'emploi m'intéresse donc.

Les entreprises créent de l'emploi.

Les emplois aidés peuvent fonctionner entre 7 et 9 mois mais guère au-delà.

On est dirigés par des gens qui n'ont jamais créé d'entreprises.

Les pays qui avancent sont ceux qui ont fait le choix de l'entreprise.

L'innovation c'est très bien, mais encore faut-il savoir la fabriquer.

Un service et un process, cela doit arriver à la bonne heure.

Souvent les pays qui maîtrisent l'innovation sont bien moins créatifs que les français.

Il nous faut monter en gamme, dans les services comme dans l'industrie car c'est sur ce segment que l'entreprise gagne de l'argent.

C'est un message très fort que je compte porter.

Je porte à ma boutonnière un badge stipulant 1 million d'emplois c'est possible.

Nous subissons de nombreux désagréments, tels le coût du travail, le coût de l'énergie, pour ne citer que ceux-là.

On ne peut baisser les coûts pour les entreprises que si parallèlement on baisse celui de la dépense publique.

Le pacte de responsabilité : il doit se rapprocher de l'Allemagne.

Il doit se traduire par 35 milliards de baisse sur le coût du travail et 25 milliards de baisse de la fiscalité. Voilà les enjeux avant 2017.

Ce sont là des efforts supplémentaires à réaliser en urgence.

Ce sont en fait des benchmarks et les pays qui réussissent fonctionnent comme cela.

Mesure après mesure, ce n'est pas comme cela qu'il convient de procéder, sinon on ouvre la boîte de pandore.

Il n'est pas question que les élus continuent de donner des petits coups de griffes ici ou là face à des approches qui ont pris beaucoup de temps en négociation.

La France est observée au microscope par les investisseurs.

Je suis pour ma part prêt à jouer le jeu avec les partenaires sociaux de façon efficace.

Il faut s'occuper de la question des entreprises, du seuil de 9 à 49 salariés.

A ce propos, l'on constate que personne ne sait d'où viennent ces critères.

Voilà un argument important pour la confiance.

Trois axes majeurs pour la création du million d'emplois :

1. Un axe filières (industrie, services, tourisme).
2. Traiter la question de la fiscalité, dont celle du travail qui est très élevée.
3. Un grand projet « une France 2020 qui gagne et qui est enthousiasmante ».

A titre illustratif, la montée en puissance d'Internet, les besoins énergétiques des chinois ...

Les grands défis à 2020 :

- Le numérique
- L'Europe
- La création d'entreprises et le droit de se tromper ...

Quelle fiscalité, quelle éducation nationale pour demain ?

Le monde bouge autour de nous, si nous restons immobiles nous allons nous faire dévaster.

Au MEDEF on va s'efforcer de faire en sorte que cela bouge.

LE DÉBAT

Jean-Louis CHAMBON apporte quelques informations pour la tenue du Prix Turgot, qui se déroulera le 20 mars au Ministère de l'économie et des finances à Bercy :

1. La nomination récente de Christian WALTER au Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière (CCLRF) du Ministère de l'économie et des finances.
2. Le nouveau livre du Cercle Turgot « Après la récession, inflation ou déflation ? », Editions Eyrolles.
 - La première question est posée par Christian WALTER :
Vous avez décrit une situation dans le champ français au regard d'une idéologie qui ne la soutient pas. Face à cela, les réponses techniques sont-elles suffisantes pour la renverser ?
Ou faut-il plutôt une idéologie portant sur un autre paradigme ? C'est mon côté « gramscien ».

Pierre GATTAZ répond que nous sommes au MEDEF très en déficit de ce côté, et nous aimerions repartir à l'offensive.

Nous n'avons en vérité pas d'antidote en effet sur la question idéologique même si les chiffres que nous apportons sont incontestables. Vous pourriez à cet égard nous éclairer de vos lumières dans un groupe de réflexion ad hoc.

- François DROUIN demande si le MEDEF va être ambitieux par rapport au pacte de confiance et ce qu'il en est de la question des contreparties.

Pierre GATTAZ dit que quelque chose a bougé depuis le 31 décembre 2013 chez le Président de la République.

En engageant sa majorité que peut-il se passer ? Une alternance ?

Il a été annoncé au monde entier que c'est l'entreprise le salut.

Je suis très prudent sur la question des contreparties.

Un malade économique, ce qui est le cas de l'entreprise, comment peut-on encore lui demander des contreparties ?

Les contreparties, c'est quoi ? C'est d'abord un engagement de mobilisation. C'est des intentions d'embaucher par exemple en alternance des apprentis ...

Je reste en termes de projets, pas de chiffre précis.

Un groupe de travail ad hoc nous aide à traiter la question des 35 heures dans la sphère publique, notamment en ce qui concerne la désorganisation de l'hôpital.

Le même exercice est fait en interne sur la sphère privée.

Le MEDEF, je vous le rappelle, c'est 200 permanents.

Si un bon rapport existe quelque part, on le prend en compte et on le cite.

- Jacques de la ROSIERE précise qu'on est maintenant au pied du mur. Comment agir ? La seule solution c'est la dépense publique. Avez-vous le sentiment d'être en face de gens résolus à agir sur ce paramètre ou non ?
« Vous dites à juste titre que les marges des entreprises sont extrêmement faibles. Le P&L est le résultat de multiples agressions que subit l'entreprise. Ma suggestion : on peut benchmarker cette affaire, à rapprocher avec l'Allemagne et par catégorie d'entreprises. Avec votre dialogue avec le gouvernement il faut avoir une balise. S'il n'y a pas d'amélioration des marges qui traduisent l'alpha et l'oméga en la matière, ne faudrait-il pas dire au gouvernement : c'est l'évolution des marges qui compte ; d'où l'intérêt d'une balise de comparaison ».

Pierre GATTAZ reconnaît que c'est une excellente idée et comme on le dit, c'est un très bon KPI pour avoir ce marqueur très intéressant face aux fonctionnaires, aux Ministères et autres membres du gouvernement ...

- Denis FERRAND fait le constat qu'un pilotage des baisses de charges sur les bas salaires prévoit des allègements de charges. Il y a une faible réaction des salaires face à l'évolution de l'activité. Alors peut-être que les entreprises doivent, à côté du gouvernement prendre leur part.

Pierre GATTAZ souligne que 2/3 de l'écart par rapport à l'Allemagne sont liés à l'augmentation de nos salaires en France.

Face aux partenaires sociaux, qui quelques fois demandent des hausses de salaire de 6 à 8%, on est de nouveau dans la lutte des classes. Mais cela est un point important.

L'UIMM est très sensible à cela également. Il faut que les partenaires sociaux jouent le jeu en matière de modération salariale.

En clair, face aux 18 milliards d'endettement dont 4 milliards par an pour l'assurance chômage, on ne devrait pas aller au-delà de la productivité du travail dans le pays.

La modération salariale depuis 10 ans en Allemagne a été un facteur de compétitivité.

- Christian SAINT-ETIENNE demande d'où vient cette idée de 1 million d'emplois ou de 400 000 emplois ?

En réponse, Pierre GATTAZ précise que cela vient de l'idée d'une trajectoire pour faire descendre le chômage de 11 à 9 %. Il convient au surplus de tenir compte des jeunes qui arrivent sur le marché et des retraités qui sortent du marché.

McKinsey a travaillé sur ce thème et a abouti à un chiffreage d'un million d'emplois.

Au MEDEF on réfléchit par « poche » et on dispose d'une dizaine de poches à corrélérer avec la croissance espérée. Cet objectif de 9 % conduit le MEDEF à raffiner son approche pour une meilleure quantification.

- Jean-Michel TREILLE rappelle que les grands groupes internationaux représentent en France 40 % des effectifs. La compétitivité pure et réelle c'est d'abord l'attractivité. Dans des futurs pactes et contrats, ne faut-il pas une précision sur le contenu ?

Pierre GATTAZ confirme qu'il y a un besoin dans cette dynamique de pacte de responsabilité d'une négociation avec les objectifs de la fonction « achats » dans les grands groupes. Je dois prochainement rencontrer l'AFEP à ce propos.

Il faut à ce titre rassurer les grands groupes.

Les ETI : elles sont au nombre de 4500 entreprises de 250 à 5000 personnes. 2000 d'entre elles sont des filiales de grands groupes. Ces entreprises sont au nombre de 20000 en Allemagne.

L'ISF (institué en 1983) : les actionnaires se retrouvent avec des impôts importants quand ils disposent de 5 % du capital.

Cela se traduit par un frein à la distribution de dividendes et entraîne aussi des ventes des titres.

*
* *

Au terme du débat, le président Jean-Louis CHAMBON remercie Pierre GATTAZ et lui remet à cette occasion le dernier ouvrage du Cercle Turgot « Après la récession, inflation ou déflation ? », un souvenir de la Maison de la chasse et une invitation à la remise du prochain Prix Turgot à Bercy.

Selon la tradition, si le conférencier l'accepte, il se voit remettre le diplôme du Cercle et il en devient dès lors membre d'honneur, ce que Pierre GATTAZ accepte avec joie.